



ACTUALITE

Le temps des insultes

DÉFIANCE. Quel festival ! Au Salon de l'agriculture, qui s'achève ce soir, injures et invectives ont fusé comme jamais contre certains visiteurs politiques. Symptôme d'une classe politique de plus en plus discréditée et dénigrée.

« **FUMIER** », « pourri », « enc... »... Rarement les invectives adressées aux hommes d'Etat auront été aussi grossières dans les travées du Salon de l'agriculture, qui ferme ses portes aujourd'hui. Cette année, ce rendez-vous emblématique du monde agricole s'est transformé en festival des injures dès son inauguration le 27 février par François Hollande. Un enième signe, s'il en fallait, du malaise qui frappe les agriculteurs, durement touchés par la crise, mais pas seulement : insulter les politiques n'est peut-être pas nouveau, mais la pratique s'est, semble-t-il, banalisée.

C'est vrai, le Salon de l'agriculture est coutumier du fait. « A une époque, c'était quelques jours de concorde où les urbains se replongeaient dans leurs racines paysannes. Depuis une quinzaine d'années, c'est un moment de confrontation », souligne l'historien Bruno Fuligni (*lire ci-contre*). En témoigne le calvaire vécu par Dominique Voynet, ancienne ministre de l'Agriculture, en 1999, traitée méchamment de « salope » par des éleveurs aussi courroucés que misogynes.

Mais, désormais, l'impact des jurons est amplifié par les réseaux sociaux et les chaînes télévisées d'information continue qui donnent un écho inédit à ces gros mots... Au point de rendre presque normal le fait d'invectiver les politiques. A commencer par le premier d'entre eux, qui n'est plus « protégé » par le délit d'offense au chef de l'Etat, abrogé en 2013. Et voilà le président qualifié il y a quelques jours de « bon à rien », son Premier ministre, Manuel Valls, de « petit zizi », ou encore le

ministre de l'Agriculture taxé de « tafiolo ». Une injure homophobe que Stéphane Le Foll a essayée les poings serrés, sans répondre.

Ces invectives se sont aussi faufilees dans les fils de la Toile, où certains internautes, à l'abri de leur anonymat, s'en donnent à cœur joie pour brocarder dans des termes peu amènes les membres du gouvernement. Et plus largement la classe politique, de plus en plus discréditée et mal aimée. Une situation horripilante pour les principaux intéressés. « Ce n'est pas acceptable. Quand on insulte le président, on n'insulte pas seulement la personne, mais aussi la fonction, la représentation de la nation », s'insurge ainsi Francis Chouat, maire d'Evry (PS) et proche de Manuel Valls.

Sur Internet aussi, à l'abri de l'anonymat, des internautes brocardent sans vergogne le gouvernement

Comment réagir alors que les dignes de la courtoisie et du respect sautent peu à peu ? Surtout pas comme Nicolas Sarkozy, alors président de la République, qui s'était illustré par un retentissant « casse-toi pau' con », au Salon de l'agriculture, en 2008, assurent les communicants. « Il y a deux options. Soit l'humour, soit le coup de gueule, préconise un conseiller ministériel. Mais pas l'indifférence. » A la manière de Jacques Chirac, dans un des bains de foule parfois rugueux qu'il affectionnait tant. « Connard ! », lui avait lancé un impoli. Sans se départir ni de son sourire ni de son sang-froid, le président lui avait répondu tout à trac : « Enchanté ! Moi, c'est Chirac. » Ou l'art de la courtoisie pour moucher les plus furibards.

THIBAUT MAROTTE
ET AVA DJAMSHIDI
@AvaDjamshidi



Paris (XV^e), le 27 février. Lors de l'inauguration du Salon de l'agriculture, le président de la République, François Hollande, s'est fait vertement apostropher et qualifier de « bon à rien ». (PhotoPQR/« le Populaire du Centre »/Stéphane Lefèvre.)

« L'injure s'épanouit en démocratie »

Bruno Fuligni, historien

L'HISTORIEN Bruno Fuligni, auteur d'un ouvrage sur les insultes*, évoque l'évolution de ces mots fleuris adressés aux élus.

Les hommes politiques ont-ils toujours été insultés ?

BRUNO FULIGNI. On trouve des traces d'injures politiques dans l'Antiquité à Athènes ou la République romaine. C'est une façon d'intimider l'adversaire, de lancer un cri de guerre. Le traitement réservé à ceux qui insultent les puissants a changé au fil du temps. A certains moments de notre histoire, il n'était pas concevable d'insulter le roi de France. C'était très grave. C'est ce que l'on a appelé le crime de lèse-majesté. Mais, contrairement à ce que l'on peut penser, l'injure fait partie de la démocratie, elle s'épanouit parce qu'elle est moins combattue.

« Les communicants considèrent que les politiques doivent ressembler à leurs électeurs »

Les politiques, par leur langage, sont-ils responsables des insultes qu'ils essuient ?

C'est le grand problème. Les communicants considèrent que les politiques doivent ressembler à leurs électeurs, alors que les citoyens ne le souhaitent peut-être pas. Les élus cherchent à tout prix à être sympathiques, ordinaires, normaux... Dans les archives, il existe des boîtes entières de lettres d'insultes à Charles de Gaulle. On ne le traitait pas de « connard », mais de « fasciste », de « traître »... : on lui reprochait des choix politiques.

Ces invectives sont-elles un préalable à une autre forme d'expression de la violence ?

L'injure demeure malgré tout une manifestation symbolique de mécontentement et donc un substitut à la violence politique en acte. Le psychanalyste Freud a dit : « Le premier humain qui lança une injure au lieu d'une pierre fut le fondateur de la civilisation. » Et puis l'injure fait du bien à celui qui la profère.

Propos recueillis par A.D.

* « **Petit Dictionnaire des injures politiques** », Ed. l'Éditeur (2011).



■ VOIX EXPRESS

Propos recueillis par OLIVIER FRANÇOIS

Etes-vous choqué par les insultes qu'essuient les hommes politiques ?



Anna Lahoz
29 ans, enseignante
Evreux (27)

« C'est tout simplement honteux ! Cela n'apporte pas grand-chose. Il y a d'autres façons de manifester son mécontentement. Bien sûr, on ressent le désintérêt pour la politique. Les gens ne sont pas heureux de leur sort. Il y a de la colère. Et c'est amplifié par les discussions sur les réseaux sociaux. C'est d'autant plus facile de se laisser aller quand on n'est pas en face de la personne, mais ce n'est pas très courageux. »



Christian Flaissier
63 ans, médecin
Lasalle (30)

« Plus que choqué, je suis attristé. Les hommes politiques et les médias sont responsables. A force d'être superficiels, de ne jamais aller au fond des choses, voilà ce qu'ils récoltent. C'est un cercle vicieux. La presse met en valeur les politiques qui sont prêts à se prostituer pour être écoutés. Quand on parle du président dans les journaux, on écrit *Hollande* et on ne met jamais *monsieur* devant. Il n'y a plus aucun respect. »



Etienne Guyot
28 ans, responsable RH
Boulogne-Billancourt (92)

« On n'a que ce qu'on mérite. Quand un homme politique lâche un *Casse-toi, pauvre con* ou que l'on apprend qu'un autre traite les pauvres de *sans-dents*, il ne faut pas s'étonner des dérapages quand on parle d'eux. Ça a toujours existé, mais avant, c'était le café du commerce, ça ne se propageait pas sur Internet. C'est le reflet d'une société qui ne respecte plus les fonctions. »



Tarek Rouissi
42 ans, conducteur de bus
Paris (XVIII^e)

« Pourquoi être surpris ? C'est inévitable. Les gens en ont marre qu'on ne s'occupe pas d'eux. On parle de la déchéance de nationalité, de l'immigration, des sujets superficiels. Les hommes politiques ne font qu'éviter les questions fondamentales. Et puis, quand on voit les problèmes à l'école où les enseignants ne peuvent plus tenir leur classe, on ne peut pas être étonné de ce qui se passe ensuite. »



Andrea Hilaire
23 ans, étudiante paysagiste
Blois (41)

« C'est extrêmement choquant. On peut être en désaccord sans insulter. Il faut respecter l'individu et la fonction. La colère est légitime mais il y a la façon dont on l'exprime. Je comprends la défiance vis-à-vis des politiques mais ils font leur métier et ils sont peut-être très gentils en famille. On ne peut pas les agresser comme ça ! J'utilise les réseaux sociaux mais, quand je vois des insultes, je ne m'en mêle pas. »